

Département des Hautes-Alpes

Commune de SIGOYER

Procès-verbal de séance du conseil municipal Mardi 20 avril 2009 à 20h30

Convocation du 14 avril 2009

L'an deux mil neuf, le 20 avril à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire de SIGOYER.

Etaient présents les membres en exercice, Mesdames et Messieurs : **Ricard Maurice, Allain-Launay Mathieu, Clément Jean-Luc, Comte Sandrine, Duc Serge, Dugelay Denis, Gabanou-Paul Agnès, Garcin André, Gerbaud Eric, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Modanese Corine, Para-Aubert Monique, Raizin Stéphane.**

Absents excusés représentés : **Vincent Fernandez représenté par Stéphane Raizin**

Absents : néant

Stéphane Raizin a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

Présents : 14 Votants : 15

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes

Ordre du jour :

- Pôle économique des Vincents
 - *Avancement des travaux*
 - *Actes notariés*
- Travaux de chauffage et d'électricité dans l'église
- Travaux de voirie
- Rentrée scolaire 2009-2010
 - *Effectifs*
 - *Garderie*
 - *Restauration scolaire*
 - *Ecole numérique rurale*
- Questions diverses

Le maire remercie les membres présents, puis il ouvre la séance

- **Pôle économique des Vincents**
 - *Avancement des travaux*
 - *Actes notariés*

Serge Duc, maître d'œuvre constate l'avancement des travaux : Actuellement, intervention du maçon pour mise en place de trottoirs, murets et bordures ; ces travaux ont pris un peu de retard, mais devraient être terminés pour la fin du mois, ensuite le revêtement de la voirie sera mis en place définitivement, une convention sera passée avec les propriétaires qui devront s'engager à utiliser la voie dans les meilleures conditions pour éviter toute dégradation lors des travaux de construction.

Le maire rappelle les frais supplémentaires engagés nécessitant des avenants au marché passé :

Cloutage de la voie : 3905.00 € TTC

Maillage AEP réseau principal : 1446.00 € TTC

Drain voirie : 1122.00 € TTC

Stéphane Raizin rappelle qu'il est intervenu auprès de la société Azur travaux pour un différent sur le mètre des fourreaux et livraison des coffrets électriques à intégrer dans la continuité des murets.

La facture envoyée comme décompte définitif par l'entreprise AZUR TRAVAUX est contestée par la commune car les revêtements ne sont pas réalisés.

ERDF interviendra après réception de la partie intérieure du lotissement (article 56-conformité), la réception se fera avec France télécom, sur demande du maître d'ouvrage.

Les plans de recollement devront être fournis au 200^{ème} par l'entreprise titulaire du marché.

Compromis de vente :

Le notaire persiste à vouloir faire payer de la TVA sur la partie professionnelle (TVA récupérable pour les entreprises déclarées soumises au régime), en effet, l'analyse de la fiscalité pour des actes de vente concernant un lotissement artisanal fait apparaître que la TVA (19.6%) est exigible sur la partie professionnelle et les droits d'enregistrement (5.09%) le sont sur la partie habitation.

Il est rappelé que ces ventes portent bien sur un lotissement d'artisans et ne sont pas des terrains réservés exclusivement à l'habitation. Le maire propose de rencontrer un autre notaire.

Deux nouveaux candidats (un maçon et un charpentier) semblent intéressés par les terrains. La commune est dans l'attente des dossiers.

A ce jour nous avons les lots 1, 2 et 5 réservés.

• **Travaux de chauffage et d'électricité dans l'église :**

Le maire présente deux devis de la SARL Rambaud :

- Chauffage par panneaux rayonnants : 11 495 €HT
- Electricité : 4271 €HT

Et compare avec les devis précédents :

- Chauffage par chaudière gaz / Entreprise Mainiero : 12 902 €HT
- Electricité / Entreprise Allemand : 4032 €HT de l'année 2006

Le maire préfère opter pour une solution de chauffage plus simple et sans entretien mais qui implique une augmentation du voltage soit 540 €/ an d'abonnement électrique.

Il demande au conseil municipal de l'autoriser à retenir l'entreprise RAMBAUD ELECTRICITE pour une offre **de 4 271 €HT** pour la partie électricité et **11 495 €HT** pour la partie chauffage et signer la commande correspondant au cadre de l'enveloppe budgétaire prévue.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- Approuve la procédure
- Autorise le maire à signer la commande de **15 766 €HT** avec l'entreprise RAMBAUD ELECTRICITE, et tous documents relatifs à cette opération

• **Travaux de voirie :**

Communale :

Le conseil général a fait part de sa dotation concernant les travaux sur voirie communale (8000€), le programme retenu est le suivant :

- Enrobé sur le chemin N°17 quartier les cousins

E. Gerbaud, conseiller municipal, confirme sa réticence par rapport à ce choix compte tenu de sa position d'élus et de riverain.

- 2 ralentisseurs dans le village,

Matthieu Allain Launay pose la question de l'opportunité de ces ralentisseurs et rappelle que les excès de vitesse relevés étaient nocturnes et modérés.

Agnès Gabanou précise que les riverains se plaignent de la vitesse de certains conducteurs et que l'on ne doit pas attendre de meilleurs comportements citoyens, elle souligne que l'espace autour de la salle des fêtes a été réduit et que les enfants ne disposent plus que de la route pour jouer...

Michel Meunier précise que la zone 30 n'est pas matérialisée au sol ou avec un profil routier ad-hoc (chicane, ralentisseur, rétrécissement...)

Les agriculteurs rappellent que des ralentisseurs leur procurent une gêne supplémentaire dans leurs déplacements.

Vote pour ou contre les ralentisseurs : contre 5, pour 10

Le maire propose de pousser cette étude et de faire préciser les possibilités par des techniciens DDE.

Voirie rurale :

Dégradation du Chemin des graviers : cette affaire prend des proportions juridiques importantes par rapport au préjudice (17 représentants à la dernière réunion d'expertise).

La SRM propose d'y mettre fin par une négociation amiable.

Travaux d'entretien :

André Garcin précise qu'il serait bon d'acheter une petite dameuse pour les travaux d'entretien routier car le résultat des interventions des employés communaux sur la voirie demandent une finition qu'ils ne peuvent avoir sans ce type de machine.

• Rentrée scolaire 2009-2010

- *Effectifs*
- *Garderie*
- *Restauration scolaire*
- *Ecole numérique rurale*

45 élèves seulement à la prochaine rentrée scolaire et peu de relève assurée ; quelques logements disponibles sont vides et ne trouvent pas preneur aussi facilement. Le T4 de l'école sera proposé éventuellement avec une cave (voir chaufferie église ou autre).

Fréquentation de la garderie :

Les moyennes sont les suivantes :

Matin : 1.7 (les enfants inscrits quitteront la commune à la rentrée prochaine)

Soir : 6.5 (grâce à l'atelier d'anglais)

Maintien de la garderie l'année prochaine pour rendre l'école attractive.

Restauration scolaire :

Eric Gerbaud fait part de son étude sur "le manger bio" et de sa rencontre avec les responsables de la "Festinarela" qui proposent des repas à 5€ pour une moyenne de 20 repas/jour X 4 jours. Il précise qu'il s'agit d'une expérience à faire, sans porter de jugement de valeur, sans dogmatisme, car il lui semble possible de se nourrir différemment en faisant travailler le réseau local, avec des produits locaux et de saison.

Aujourd'hui, le repas coûte 3€ aux parents et 1.07 € est pris en charge par la commune, soit environ 2500 € (réf année scolaire 2007-2008), E.Gerbaud souhaite que la commune prenne entièrement en charge l'augmentation du passage en bio argumentant que la commune devra de toute façon supporter une augmentation du tarif actuel ; en effet, la commune de Tallard, du fait de l'implantation du nouveau collège, avec cuisine intégrée, va supprimer ses commandes auprès du traiteur actuel (Entreprise Martin Esmieu) qui répercutera forcément son manque à gagner par économie d'échelle.

Cette augmentation porte sur environ 3000€/année scolaire. La commission qui a travaillé sur le sujet propose : "le passage de la cantine en bio et la prise en charge de l'augmentation par la commune"

Avant tout, certains conseillers demandent que les familles (principaux intéressés) soient informées de cette démarche (passage en bio), émettent des réserves sur l'option "prise en charge totale par la collectivité" et souhaitent une participation, même minime, des familles. Le maire pense que l'on ne peut pas augmenter le ticket cette année.

J. Michalinoff rappelle que cette nouvelle charge représente tout de même 1% des impôts et que les charges de fonctionnement qui augmentent (alors que les recettes stagnent), induisent une réduction de la capacité d'investissement pour l'année suivante (incidence inévitable sur l'excédent de fonctionnement).

M. Allain- Launay signale que la question de la prise en charge par l'usager ne s'est pas posée pour l'augmentation de la dépense pour le chauffage de l'église... (Dans ce cas, il y a obligation d'entretien d'un bâtiment communal et la dépense est compensée par la suppression de l'achat de combustible et de la maintenance de la chaudière)
La décision "pour une prise en charge de la dépense par la collectivité" est mise au vote, A. Garcin et J. Michalinoff qui recommandent une participation des familles, s'abstiennent,
2 abst, 13 pour

Le Maire clôture le sujet et annonce que les démarches seront poursuivies avec l'entreprise "Festinarela" afin de s'assurer des garanties nécessaires conformes aux recommandations de l'alimentation collective.

Ecole numérique rurale :

Présenté par M. Meunier

Avec ce plan de relance économique du gouvernement (50 millions d'euros) en faveur de l'équipement numérique d'écoles rurales, Xavier Darcos veut donner à chaque élève, partout sur le territoire, les mêmes chances de maîtriser les techniques de l'information et de communication (TICE) et développer des outils nouveaux au service de l'enseignement.

Ce plan est constitué de 4 volets :

- Equipement et sécurisation (matériel et accès internet haut débit et adresse IP).

Matériel de type précis (TBI tableau blanc interactif, classe mobile composée d'ordinateurs portables pour les élèves contrôlés par l'ordinateur de l'enseignant)

- Ressources numériques (catalogue en ligne)
- Prise en main et formation par les fournisseurs (maintenance)
- Usages pédagogiques

L'achat du matériel sera subventionné à 80% par l'état, plafonné à 9000 € par école.

On ne peut que regretter que cette mesure arrive après le vote du budget (13500€ TTC à prévoir) et ne s'adresse qu'à certaines communes.

La commune montera un dossier en accord avec l'équipe pédagogique.

Adopté à l'unanimité

Questions diverses :

Vice-présidence déléguée aux finances:

Le maire annonce qu'il a accepté la vice présidence déléguée aux finances de la CCTB, proposée après le conseil communautaire du 31 mars.

Le maillage du réseau AEP avec le quartier "au de là le pont" sera subventionné à 75 250€ par le conseil général.

Des travaux de revêtement sont prévus par le département sur une portion de 3 km (D19 sortie Ouest du village), A. Garcin demandera aux services voirie du département de ne mettre en œuvre ce projet qu'après la réalisation du maillage AEP dont le tracé suivra cette départementale. Une réunion des parties intéressées sera convoquée.

Projets structurants du Département :

Dans le cadre du PAS et du projet d'aménagement du haut du village, la commune a inscrit le rond-point sortie Ouest du village estimé à 250 000€.

Le conseil, dans sa majorité, n'est pas favorable à un tel projet, surestimé financièrement et inapproprié pour SIGOYER.

Tourisme autour du massif de Céüse :

La communauté de communes des 2 Buech (CC2B) a lié son étude (valorisation du potentiel touristique du massif) au schéma directeur élaboré par la CCTB, il semblerait que le projet de neige artificielle ait été complètement abandonné.

Affaire Bruno Habert : nouvelle procédure engagée par les parents auprès du tribunal des Affaires sociales (TASS) et demande de 210 000 € d'indemnités diverses, l'audience est reportée au 19 juin 2009.

Affaire Vicedo : Cette personne a entrepris l'édification d'un bâtiment annexe sans autorisation de construire. Suite à un courrier par pli recommandé et constat de gendarmerie, l'intéressé s'est manifesté et, avec huissier et avocat, rencontrera le maire en mairie le mardi 28 à 14 heures, les adjoints assisteront à l'entretien.

Camping à la ferme communale des Guérins :

M. Busin, locataire, avise de l'installation d'un camping à la ferme de 6 emplacements (20 personnes maximum), projet soumis à déclaration préalable à déposer en mairie.

Remblais Marlin : des informations supplémentaires sont à obtenir concernant la police de l'eau pour le remblaiement du torrent et l'évaluation des risques à ne pas négliger (responsabilité du maire engagée). Le remblaiement du fossé par M. Gaillard a entraîné d'importantes dégradations de la voie rurale cet hiver, il a été décidé de rencontrer ce riverain pour faire valoir les responsabilités de chacun (MM Garcin, Raizin, Ricard).

Achat de terrain communal : M. Mme Delanerie ont fait parvenir par courrier une demande d'acquisition d'une parcelle de terrain communal attenant à leur maison, M. Clair a fait une demande similaire verbalement ...

La Poste ne payera plus de loyer pour le logement alloué au receveur de Sigoyer, dénonciation du bail pour le 1^{er} juillet 2009, un loyer sera demandé à M. Gourgaud à compter de cette date.

Avancement travaux de la maison des associations : les travaux de menuiserie ont été repris par M. Lelièvre (garde corps mezzanine + escalier) suite à la dénonciation du marché avec le titulaire, M. Pelloux.

Les volets roulants extérieurs en aluminium ne sont toujours pas posés, l'entreprise Arieu-Bonnet ayant pris beaucoup de retard, le maire envisage la même procédure.

Ordures ménagères : Certains points de collecte ont été matérialisés (parking des murets, champ la reine et départ route des Guérins), ces travaux ont été ordonnés par la CCTB. On retiendra une remarque concernant le positionnement des conteneurs à ordures à poser dans le sens face et non de profil car les fortes accumulations de neige de cet hiver en empêchaient l'ouverture (la neige accumulée de l'un arrivant sur l'autre au moment de l'ouverture...).

L'embrayage du tracteur est à refaire (coût 2530€) adopté l'unanimité

Flamme de la Saint Jean : Denis Dugelay, président du foyer d'animation est chargé de mettre en œuvre les modalités de cette manifestation.

Le public est sollicité, Philippe Charles fait part de sa désapprobation concernant l'aménagement urbanistique de son quartier (viabilisation du lotissement d'artisans), il regrette l'exécution de telles infrastructures (surlargeur de la route, trottoirs...) et dénonce le projet dans sa globalité qui "*amène la ville à la campagne*".

La séance est levée à minuit cinquante

Délibérations du conseil municipal :

- Travaux de chauffage et d'électricité dans l'église
- Acquisition d'un tractopelle - demande de subvention auprès du Conseil général

Lu et approuvé, les conseillers municipaux